

MESSAGE N° 118
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif
aux crédits supplémentaires compensés
du budget de l'Etat de Fribourg
pour l'année 2003

13 janvier 2004

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2003, et couverts par des réductions de crédits d'importance égale.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires a été transmis à la Commission des finances et de gestion.

Le nombre très restreint d'arrêtés pris durant les trois premiers trimestres de l'exercice a conduit le Conseil d'Etat à décider de ne présenter qu'un seul décret relatif aux crédits supplémentaires pour l'année 2003.

Au total, pour l'exercice 2003, 23 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
POUVOIR JUDICIAIRE 40 000			
2115	Chambre pénale des mineurs		
311.100	Achats de mobilier	18 450	19 200
311.309	Achats d'équipements téléphoniques	–	12'800
311.405	Achats de matériel et de logiciels informatiques	14 400	8 000
INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT 63 530			
3230	Ecole de degré diplôme		
318.008	Frais d'examens	35 000	2 010
3235	Collège de Gambach		
318.008	Frais d'examens	61 300	15 350
3240	Collège Sainte-Croix		
318.008	Frais d'examens	65 000	18 460
3245	Collège Saint-Michel		
318.008	Frais d'examens	82 000	16 620
3249	Collège du Sud		
318.008	Frais d'examens	69 800	11 090
SÉCURITÉ ET JUSTICE 640 500			
3345.1	Police: Commandement et services généraux		
310.100	Fournitures de bureau	66 650	2 500
3345.2	Police: Gendarmerie		
310.100	Fournitures de bureau	145 530	24 000
3345.3	Police: Sécurité		
310.100	Fournitures de bureau	41 400	6 000
3355	Service de l'exécution des peines		
318.026	Exécution des condamnations	1 834 000	520 000
3365	Etablissements de Bellechasse		
309.004	Frais de recrutement	20 000	50 000
318.002	Taxes postales	10 000	3 000
318.040	Prestations médicales par des tiers	219 000	35 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
INSTITUTIONS, AGRICULTURE ET FORÊTS 442 200			
3425	Service de l'agriculture		
315.405	Entretien de matériel et de logiciels informatiques	220 000	232 000
319.001	Dépenses d'exploitation diverses (sécheresse)	–	160 200
3415	Service des communes		
362.025	Subventions cantonales à l'assemblée constitutive de l'agglomération de Fribourg	–	50 000
ÉCONOMIE ET EMPLOI 2 075 000			
3505	Promotion économique		
310.102	Publications et publicité	220 000	55 000
3535	Service du logement		
365.066	Subventions cantonales pour une aide complémentaire à l'encouragement à la construction de logements à caractère social	5 400 000	1 000 000
3540	Service de la formation professionnelle		
318.008	Frais d'examens	1 400 000	200 000
351.002	Contributions pour les apprentis suivant les cours hors du canton	4 600 000	820 000
SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES 7 957 000			
3605	Service de la santé publique		
351.003	Contributions pour les élèves suivant les cours hors du canton	2 197 790	201 000
362.005	Subventions cantonales pour l'exploitation des hôpitaux de district	22 000 000	1 107 000
3615	Hôpital cantonal		
313.018	Instruments et ustensiles	4 323 000	1 027 000
318.040	Prestations médicales par des tiers	2 204 000	226 000
3620	Hôpital psychiatrique cantonal		
309.004	Frais de recrutement	30 000	85 000
313.015	Produits pharmaceutiques	650 000	150 000
314.100	Entretien et rénovation des immeubles	965 000	60 000
318.000	Prestations de service par des tiers	1 000	38 000
3645	Service de la prévoyance sociale		
364.027	Subventions cantonales pour l'exploitation des institutions pour personnes handicapées ou inadaptées mineures	28 795 000	415 000
364.028	Subventions cantonales pour les homes pour personnes handicapées adultes	7 805 000	890 000
3650	Service de l'action sociale		
318.000	Prestations de service par des tiers	25 000	30 000
362.012	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Confédérés domiciliés dans le canton	2 600 000	300 000
366.037	Aides aux victimes d'infractions	1 100 000	200 000
3655	Assurances sociales		
366.015	Prestations complémentaires AVS	67 850 000	975 000
366.016	Prestations complémentaires AI	30 400 000	2 243 000
3665	Service de l'enfance et de la jeunesse		
366.021	Surveillance des placements	150 000	10 000
AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET CONSTRUCTIONS 1 403 460			
3825	Service des autoroutes		
314.301	Entretien lourd des routes	29 922 000	1 043 460
3850	Service des bâtiments		
314.100	Entretien et rénovation des immeubles (2 crédits)	2 900 000	360 000
TOTAL			12 621 690

Les 23 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2003 se répartissent de la manière suivante entre les différents pouvoirs et directions:

	Nombre d'arrêtés	Montant Fr.
Pouvoir judiciaire	1	40 000
Instruction publique, culture et sport	1	63 530
Sécurité et justice	3	640 500
Institutions, agriculture et forêts	3	442 200
Economie et emploi	3	2 075 000
Santé et affaires sociales	9	7 957 000
Aménagement, environnement et constructions	3	1 403 460
	<u>23</u>	<u>12 621 690</u>

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

- comparativement à ce qui s'est produit durant les exercices 1990–2002, le volume de 12,6 millions de francs des crédits supplémentaires 2003 est inférieur à la moyenne (14,3 millions de francs par an sur la période) et, rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, il est également en retrait en comparaison de cette moyenne 1990–2002 (0,54 % en 2003 contre 0,83 % sur la période considérée). Le nombre de crédits supplémentaires est en outre le plus faible enregistré depuis 1990. Le tableau qui suit illustre le propos:

Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires en mio	Montant total des crédits supplémentaires en % du total des dépenses effectives budgétisées
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54

- une nouvelle fois, on relève une forte concentration des dépassements de crédits sur un nombre restreint de cas: 6 arrêtés (logement, hôpitaux de district, hôpital cantonal, institutions spécialisées, prestations complémentaires, entretien lourd des routes nationales), de plus d'un million de francs chacun, représentent à eux seuls 70 % du total des crédits supplémentaires de l'exercice 2003;
- pour l'essentiel, environ les trois-quarts du total, les dépassements de crédits autorisés durant l'exercice 2003 ont un indubitable caractère de dépenses liées, charges sur lesquelles le canton n'a pas d'emprise directe. Ainsi l'octroi des crédits supplémentaires peut découler:
 - soit d'obligations légales, comme en matière de logement, d'exploitation des hôpitaux de district ou de versement des prestations complémentaires AVS-AI;
 - soit de l'application de concordats intercantonaux. Doivent être rangées sous ce chapitre les charges additionnelles en matière d'exécution des condamnations ou de fréquentation par des Fribourgeois d'établissements d'enseignement extérieurs au canton;
 - soit encore d'une modification de politique sur le plan fédéral, tel que cela s'est produit en 2003 en

ce qui concerne les institutions pour personnes handicapées ou inadaptées et la construction et l'entretien lourd des routes nationales;

- s'agissant de la couverture des crédits supplémentaires sollicités, et tout en relevant les difficultés toujours plus grandes d'en trouver du fait du resserrement des prévisions budgétaires, on notera qu'il a été possible de trouver l'intégralité des compensations sous forme de réductions de charges, comme le prévoient les dispositions légales.

En conclusion, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2003.

BOTSCHAFT Nr. 118 13. Januar 2004
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über die kompensierten
Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates
Freiburg für das Jahr 2003

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2003 genehmigt hat und die durch entsprechende Ausgabenkürzungen kompensiert sind.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Dienststellen und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Erhöhung von Voranschlagskrediten wurden der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Da in den ersten drei Quartalen des Rechnungsjahres nur sehr wenige Beschlüsse gefasst wurden, sah sich der Staatsrat veranlasst, nur ein einziges Dekret über die Nachtragskredite für das Jahr 2003 vorzulegen.

Für das Rechnungsjahr 2003 wurden insgesamt 23 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
GERICHTSBEHÖRDEN			40 000
2115	Jugendstrafkammer		
311.100	Anschaffung von Mobilien	18 450	19 200
311.309	Anschaffung von Telefonanlagen	–	12 800
311.405	Anschaffung von Hardware und Software	14 400	8 000
ERZIEHUNG, KULTUR UND SPORT			63 530
3230	Diplommittelschule		
318.008	Prüfungskosten	35 000	2 010
3235	Kollegium Gambach		
318.008	Prüfungskosten	61 300	15 350
3240	Kollegium Hl. Kreuz		
318.008	Prüfungskosten	65 000	18 460
3245	Kollegium St. Michael		
318.008	Prüfungskosten	82 000	16 620
3249	Kollegium des Südens		
318.008	Prüfungskosten	69 800	11 090

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
SICHERHEIT UND JUSTIZ			640 500
3345.1	Polizei: Kommando und Stabsdienste		
310.100	Büromaterialien	66 650	2 500
3345.2	Polizei: Gendarmerie		
310.100	Büromaterialien	145 530	24 000
3345.3	Polizei: Sicherheitspolizei		
310.100	Büromaterialien	41 400	6 000
3355	Amt für Strafvollzug		
318.026	Strafvollzugskosten	1 834 000	520 000
3365	Anstalten von Bellechasse		
309.004	Personalwerbungskosten	20 000	50 000
318.002	Posttaxen	10 000	3 000
318.040	Medizinische Fremdleistungen	219 000	35 000
INSTITUTIONEN, LAND- UND FORSTWIRTSCHAFT			442 200
3425	Amt für Landwirtschaft		
315.405	Unterhalt von Hardware und Software	220 000	232 000
319.001	Verschiedene Betriebsausgaben (Trockenheit)	–	160 200
3415	Amt für Gemeinden		
362.025	Kantonsbeiträge für die konstituierende Versammlung der Agglomeration Freiburg	–	50 000
VOLKSWIRTSCHAFT			2 075 000
3505	Wirtschaftsförderung		
310.102	Publikationen und Werbung	220 000	55 000
3535	Wohnungsamt		
365.066	Kantonsbeiträge für eine Zusatzhilfe zur Sozialwohnbauförderung	5 400 000	1 000 000
3540	Amt für Berufsbildung		
318.008	Prüfungskosten	1 400 000	200 000
351.002	Beiträge für Lehrlinge, die den Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen	4 600 000	820 000
GESUNDHEIT UND SOZIALES			7 957 000
3605	Amt für Gesundheit		
351.003	Beiträge für Schüler, die den Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen	2 197 790	201 000
362.005	Kantonsbeiträge für den Betrieb der Bezirksspitäler	22 000 000	1 107 000
3615	Kantonsspital		
313.018	Medizinische Instrumente und Utensilien	4 323 000	1 027 000
318.040	Medizinische Fremdleistungen	2 204 000	226 000
3620	Kantonales Psychiatrisches Spital		
309.004	Personalwerbungskosten	30 000	85 000
313.015	Pharmazeutische Produkte	650 000	150 000
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung	965 000	60 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	1 000	38 000
3645	Sozialvorsorgeamt		
364.027	Kantonale Betriebsbeiträge an Sonderheime für behinderte oder schwererziehbare Minderjährige	28 795 000	415 000
364.028	Kantonsbeiträge an Heime für erwachsene Behinderte	7 805 000	890 000
3650	Kantonales Sozialamt		
318.000	Dienstleistungen Dritter	25 000	30 000
362.012	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Schweizerbürger	2 600 000	300 000
366.037	Hilfe an Opfer von Straftaten	1 100 000	200 000
3655	Sozialversicherungen		
366.015	AHV-Ergänzungsleistungen	67 850 000	975 000
366.016	IV-Ergänzungsleistungen	30 400 000	2 243 000
3665	Jugendamt		
366.021	Aufsicht über die Pflegeplätze	150 000	10 000
RAUMPLANUNG, UMWELT UND BAUWESEN			1 403 460
3825	Autobahnamt		
314.301	Baulicher Strassenunterhalt	29 922 000	1 043 460
3850	Hochbauamt		
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung (2 Kredite)	2 900 000	360 000
TOTAL			12 621 690

Die 23 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2003 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	Anzahl Beschlüsse	Betrag Fr.
Gerichtsbehörden	1	40 000
Erziehung, Kultur und Sport	1	63 530
Sicherheit und Justiz	3	640 500
Institutionen, Land- und Forstwirtschaft	3	442 200
Volkswirtschaft	3	2 075 000
Gesundheit und Soziales	9	7 957 000
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen	3	1 403 460
	23	12 621 690

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

- im Vergleich zu den Rechnungsjahren 1990–2002 liegen die Nachtragskredite 2003 mit 12,6 Millionen Franken unter dem Durchschnitt (14,3 Millionen Franken pro Jahr über diesen Zeitraum) und sind gemessen an den gesamten budgetierten effektiven Ausgaben im Vergleich zum Durchschnitt 1990–2002 ebenfalls rückläufig (0,54 % im Jahr 2003 gegenüber 0,83 % im Vergleichszeitraum). Die Nachtragskredite sind zudem auch zahlenmässig seit 1990 am geringsten, wie die folgende Tabelle zeigt:

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in % der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54

- einmal mehr konzentrieren sich die Kreditüberschreitungen auf einige wenige Fälle: 6 Beschlüsse (Wohnungswesen, Bezirksspitäler, Kantonsspital, Sonderheime, Ergänzungsleistungen, baulicher Nationalstrassenunterhalt) mit je mehr als einer Million Franken, machen allein schon 70 % der gesamten Nachtragskredite des Rechnungsjahrs 2003 aus;

- zum grössten Teil, nämlich zu rund drei Viertel der Gesamtkreditüberschreitungen, handelt es sich bei den im Rechnungsjahr 2003 bewilligten Kreditüberschreitungen klar um gebundene Ausgaben; es sind also Aufwendungen, auf die der Kanton keinen direkten Einfluss hat. So können Nachtragskredite aus folgenden Gründen gesprochen werden:

- Gesetzliche Pflichten, wie beispielsweise im Wohnungswesen, beim Betrieb der Bezirksspitäler oder der Ausrichtung von AHV/IV-Ergänzungsleistungen;
- Vollzug interkantonalen Konkordate. Darunter fallen der Mehraufwand für den Strafvollzug oder der Besuch ausserkantonaler Bildungsanstalten durch Freiburger;
- Änderung der Politik auf eidgenössischer Ebene, wie dies 2003 bezüglich Sonderheime für Behinderte oder Schwererziehbare sowie Bau und

baulicher Unterhalt der Nationalstrassen der Fall war;

- Obwohl es mit den Budgetrestriktionen immer schwieriger wird, eine Deckung für die Nachtragskredite zu finden, konnten diese vollständig mit Auf-

wandminderungen kompensiert werden, wie in den Gesetzesbestimmungen vorgesehen.

Demnach beantragen wir Ihnen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2003 eröffnet hat.

Décret

du

relatif aux crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2003

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2003;

Vu le message du Conseil d'Etat du 13 janvier 2004;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Les crédits supplémentaires compensés relatifs au budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2003, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 12 621 690 francs, sont approuvés.

Art. 2

¹ Ce décret n'a pas de portée générale et n'est soumis ni au referendum législatif ni au referendum financier.

² Il entre immédiatement en vigueur.

Dekret

vom

über die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2003

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf den Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2003;

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 13. Januar 2004;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2002, die bei der Finanzverwaltung zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 12 621 690 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

Art. 2

¹ Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich und untersteht weder dem Gesetzes- noch dem Finanzreferendum.

² Es tritt sofort in Kraft.